



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

## **Recueil n°30 du 19 mars 2021**

- Agence régionale de santé Occitanie (ARS34)
- Direction départementale de la protection des populations (DDPP34)
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM34)
- Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
- Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau de l'environnement (PREF34 DRCL BE)
- Direction des sécurités - Bureau de la planification et des opérations (PREF34 DS BPO)
- Secrétariat général - Commission départementale d'aménagement commercial (PREF34 SG CDAC)
- Sous-préfecture de Lodève - Bureau des préventions et de la réglementation (PREF34 SPL)
- SNCF réseau (SNCF)

ARS34 Arrêté conjoint modification implantation géographique places EHPAD géré par CHU Lunel _____	2
ARS34 Arrêté n°110644 levée mise en demeure FERRIERES POUSSAROU _____	5
DDPP34 Arrêté n°DDPP34-21-XIX-024 fermeture bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde _____	7
DDTM34 Arrêté n°DDTM34-2021-03-11803 inscription Lunel sur liste communes autorisées à prescrire le ravalement de façade _____	11
DDTM34 Arrêté n°DDTM34-2021-03-11822 autorisation d'occupation temporaire domaine public maritime Sète SASUTELSET-E _____	12
DDTM34 Arrêté n°R 12 034 0007 0 retrait agrément STAGE POINT DE PERMIS FRANCE Mme Brigitte BOCOGNANO _____	20
DDTM34 Arrêté n°R 18 034 0007 0 modification d'un agrément FRANCE STAGE PERMIS M. Hugo SPORTICH rajout SETE _____	22
DDTM34 Arrêté n°R 19 034 0001 0 retrait agrément CHAMBRE DE METIER ET DE L ARTISANAT _____	25
DDTM34 Arrêté n°R 21 034 0002 0 délivrance agrément CMA DE L HERAULT M. Benjamin MOSSOLIN _____	27
DDTM34 Arrêté n°R 21 034 0003 0 délivrance agrément STAGE PERMIS FRANCE M. Anthony BOCOGNANO _____	30
DGDDI décision n°2021-2 version nominative de subdélégation de signatuer du directeur interrégional à Montpellier _____	33
PREF34 DRCL BE Arrêté n°2021-I-252 cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis pour réalisation de l'aménagement de la RD28 _____	75
PREF34 DS BPO Arrêté n°2020-01-226 autorisation agents agréés service interne de la sécurité de la SNCF pour procéder à palpations de sécurité _____	77
PREF34 SG CDAC habilitation d'un organisme pour réaliser analyse impact LINEAMENTA _____	79

PREF34 SG CDAC habilitation CBRE _____	81
PREF34 SPL Arrêté n°21-III-051 nomination membres commission contrôle régularité listes électorales Viols en Laval _____	83
PREF34 SPL Arrêté n°21-III-068 nomination membres commission contrôle régularité listes électorales St Martin de Londres _____	85
PREF34 SPL Arrêté n°21-III-072 nomination membres commission contrôle régularité listes électorales Canet _____	87
PREF34 SPL Arrêté n°21-III-073 nomination membres commission contrôle régularité listes électorales Brissac _____	89
SNCF décision de déclassement du domaine public ferroviaire BEZIERS _____	91

**ARRÊTE CONJOINT  
PORTANT MODIFICATION DE L'IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE  
DES PLACES DE L'EHPAD GERE PAR LE CH DE LUNEL**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,**

**Le Président du Conseil Départemental de l'Hérault,**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** le code de la sécurité sociale ;

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L3221-9 ;

**Vu** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**Vu** le décret du 25 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;

**Vu** la décision ARS Occitanie 2020-0036 en date du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

**Vu** l'arrêté conjoint en date du 21 juillet 2017 portant renouvellement à compter du 4 janvier 2017 de l'autorisation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à LUNEL detenu par le Centre Hospitalier de LUNEL ;

**CONSIDERANT** que le présent arrêté vient régulariser une situation existante non prise en compte dans la rédaction de l'arrêté portant renouvellement de l'autorisation en date du 21 juillet 2017 concernant la position géographique d'une partie des résidents ;

**CONSIDERANT** que tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente ;

**CONSIDERANT** que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement précisées par le CASF et prévoit les démarches d'évaluation et le système d'information respectivement mentionnés aux articles L312-8 et L312-9 de ce même code ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur de la délégation départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur Général des Services du Conseil départemental de l'Hérault ;

---

**ARRETENT**

---

**ARTICLE 1er** : L'article 3 de l'arrêté conjoint en date du 21 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD du Centre Hospitalier de LUNEL susvisé est modifié de la façon suivante :

La capacité totale autorisée de l'établissement demeure inchangée, soit :

- 106 places d'hébergement permanent dont :
  - ✓ 59 situées place de la République
  - ✓ 47 situées rue Bruno BRUNEL

Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : **CENTRE HOSPITALIER DE LUNEL**

N° FINESS Entité Juridique : 34 078 053 5

Adresse : 141 place de la République, BP 214, 34403 LUNEL Cedex

Identification de l'établissement principal : **EHPAD CH LUNEL « Site de République »**

N° FINESS de l'Etablissement : 34 078 870 2

Adresse : 141 place de la République, BP 214, 34403 LUNEL Cedex

Code catégorie établissement : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.)

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacités autorisées
code	libellé	code	Libellé	code	libellé	
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	59

Identification de l'établissement secondaire : **EHPAD CH LUNEL « Site de brunel »**

N° FINESS de l'Etablissement : numéro Finess en cours de création

Adresse : rue Bruno BRUNEL, 34400 LUNEL

Code catégorie établissement : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.)

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacités autorisées
code	libellé	code	Libellé	code	libellé	
924	Accueil pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	47

**ARTICLE 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté conjoint du 21 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD du CH LUNEL demeurent sans changement.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal administratif compétent dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :** Le Directeur de la délégation départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le Directeur Général des Services du Conseil départemental de l'Hérault chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Conseil départemental.

Fait le - 2 MARS 2021

Le Directeur Général

  
Pierre RICORDEAU

Le Président du Conseil départemental,

  
Kléber MESQUIDA



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Agence régionale de santé Occitanie**  
Délégation départementale de l'Hérault,  
Service santé environnement

Affaire suivie par : Cellule Qualité des eaux destinées à la  
consommation humaine  
Téléphone : 04 67 07 21 92  
Mél : ARS-OC-DD34-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr

Montpellier, le 16 MARS 2021

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°**

110644

**Portant**

**LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE faite à la commune de Ferrières-Poussarou pour le réseau Ferrières-Camprafaud d'informer la population de ne pas consommer l'eau, de mettre à disposition de l'eau embouteillée à la population et d'élaborer un programme de travaux d'urgence visant à rétablir la qualité de l'eau distribuée;**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le Code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1, L.1321-4, L.1324-1A et R.1321-1 à 3, R.1321-26 à 29, R.1321-55
- VU** l'arrêté préfectoral 2013182-0007 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 de mise en demeure de la commune de Ferrières-Poussarou pour les réseaux Ferrières- La Treille et Ferrières-Camprafaud d'informer la population de ne pas consommer l'eau et de mettre à disposition de l'eau embouteillée à la population et de mettre en œuvre le plan d'action de la commune

**CONSIDÉRANT** l'alimentation du réseau Camprafaud par de l'eau désinfectée au niveau de la station de traitement Camprafaud

**CONSIDÉRANT** les résultats satisfaisants de l'analyse de mise en service réalisée à la station de Camprafaud,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 LEVEE DE LA MISE EN DEMEURE

La mise en demeure faite à la commune de Ferrières Poussarou :

- d'informer la population desservie par le réseau Camprafaud de ne pas consommer l'eau et de ne pas l'utiliser pour les usages alimentaires,
  - de mettre à disposition de la population desservie par ce réseau de l'eau embouteillée pour les usages alimentaires,
  - d'élaborer un programme de travaux d'urgence visant à rétablir la qualité de l'eau distribuée assorti d'un calendrier de mise en œuvre,
- est levée pour le réseau de Ferrières Camprafaud.

### ARTICLE 2 REGULARISATION

La commune doit régulariser la situation administrative des installations participant à la distribution d'eau du hameau de Camprafaud.

### ARTICLE 3 NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié par les soins de la préfecture à la commune de Ferrières-Poussarou.

En vue de l'information des tiers :

- l'arrêté est publié, sous forme de mention au recueil des actes administratifs de l'état dans le département ;
- l'arrêté est affiché en mairie pendant un délai minimum d'un mois.

L'accomplissement de cette mesure fait l'objet d'un certificat d'affichage.

### ARTICLE 4 MESURES EXÉCUTOIRES

Le maire de la commune de Ferrières Poussarou

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault

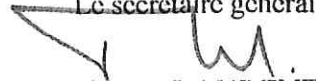
Le directeur de l'Agence Régionale de Santé

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général



Thierry LAURENT

Le présent arrêté peut, dans le délai maximal de deux mois faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé), 8 avenue de Ségur 75350 PARIS 07SP. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois

- à compter de son affichage en mairie par toute personne ayant intérêt à agir,
- ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Affaire suivie par : Scotto Fabienne  
Téléphone : 04 99 74 32 05  
Mél : ddpp-sv-sete@herault.gouv.fr

**Montpellier, le 15/03/2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP34 – 21-XIX-024**

**Portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification ou commercialisation et de la mise à la consommation humaine, des coquillages du groupe 2 (tellines) de la zone 34.02 - «Bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde».**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment son article 19 ;

VU le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n° 625/2017 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment en son titre III du livre II ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1, L 1311-2 et L 1311-4 ;

VU le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié par le décret 2020-1050 du 14 août 2020 relatif aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales de la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2020 nommant M. Yann LOUGUET, Inspecteur en chef de santé publique vétérinaire, directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18 XIX 024 du 31 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n° 16 XIX 74 du 27 mai 2016 portant création du pôle de compétence sur la salubrité des coquillages dans le département de l'Hérault ;

VU l'arrêté n° DDPP34-2021-XIX-007 du 04 février 2021 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production des coquillages vivants destinés à la consommation humaine pour le département de l'Hérault ;

VU le protocole de fonctionnement des établissements conchylicoles en période de crise pour la vente de coquillages mis en stockage protégé ou issus de zones non concernées signé le 29 novembre 2018 ;

VU le bulletin d'alerte REMI N° 21/012 de niveau 1 de l'IFREMER du 11/03/2021 ;

VU le bulletin d'alerte REMI N° 21/04 de niveau 2 de l'IFREMER du 15/03/2021 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault ;

Considérant que les résultats REMI du point de surveillance 34.02 Valras Beauséjour de la « Bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde » du 13/03/2021 ; (6900 E. Coli pour 100g de Chair et Liquide Intervalaire) supérieurs au seuil réglementaire de 4600 E. Coli pour 100g de CLI pour une zone classée B ;

Considérant que la zone n'est pas classée pour les coquillages du groupe 3 et que la pêche n'y est pas autorisée ;

Considérant que ce niveau de contamination est susceptible d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion des coquillages ;

#### ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (tellines) en provenance de la zone 34.02 « Bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde » sont interdits à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Ces dispositions ne s'appliquent pas aux lots de coquillages mis à l'abri antérieurement au 10/03/2021 conformément au protocole de gestion de crise.

ARTICLE 3 : En application de l'article 19 du règlement CE n° 178/2002 les lots des coquillages du groupe 2 (tellines) en provenance de la zone 34.02 de la « Bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde », récoltés ou pêchés et commercialisés ou mis sur le marché à compter du 10/03/2021 doivent faire l'objet de mesures de retrait par leur expéditeur.

## Direction départementale de la protection des populations

ARTICLE 4 : Les lots retirés du marché devront être détruits aux frais de leur propriétaire, en application du règlement (CE) 1069/2009 du 21 octobre 2009.

ARTICLE 5 : La levée du présent arrêté préfectoral sera conditionnée à 2 résultats successifs d'analyses démontrant un retour à la normale sur les points REMI de la zone 34.02 de la « Bande littorale de l'embouchure de l'Aude au Grau d'Agde » et formalisée par un nouvel arrêté préfectoral.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, les maires des communes concernées, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Occitanie de l'Hérault, le délégué à la mer et au littoral et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur départemental de la protection des populations,

Yann LOUGUET



Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Service habitat construction affaires juridiques

Affaire suivie par : Mme Dominique LEROY  
Téléphone : 04 34 46 61 84  
Mél : dominique.leroy@herault.gouv.fr

Montpellier, le **12 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2021-03-11803**

### **Portant inscription de la commune de Lunel sur la liste des communes autorisées à prescrire le ravalement des façades**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L.132-1 à L.132-5 et R.132-1 ;

**VU** la délibération du Conseil municipal de Lunel du 17 février 2021 demandant son inscription sur la liste départementale des communes habilitées à prescrire le ravalement de façades,

**SUR** proposition du Directeur Départemental des territoires et de la mer;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La commune de Lunel est inscrite sur la liste des communes autorisées dans le département de l'Hérault à prescrire le ravalement de façades obligatoire.

**ARTICLE 2 :** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne, le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le Maire de Lunel et le Directeur départemental des territoires et de la mer.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Thierry LAURENT



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service délégation à la mer et au littoral**

Affaire suivie par : PR/LV  
Téléphone : 04 34 46 66 00  
Mél : ddtm-dml-dpm@herault.gouv.fr

Montpellier, le **17 MARS 2021**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDTM34-2021-03-11822**

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime naturel,  
situé sur la commune de SÈTE, au profit de la SASU TELSETE**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU la demande de la SASU TELSETE, en date du 5 février 2021 complétée le 1<sup>er</sup> mars 2021;**
- VU le code général de la propriété des personnes publiques ;**
- VU le code de l'urbanisme ;**
- VU la loi n° 86-2 du 03 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;**
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État et organismes publics dans les régions et départements ;**
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34 – 2019-I-1093 du 26 août 2019, donnant délégation de signature à M. Matthieu GREGORY, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;**
- VU l'arrêté préfectoral n° 2020-03-11058 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime naturel sur la commune de Sète au profit de la SASU TEL SETE pour l'année 2020 ;**
- VU l'avis conforme favorable du directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de l'Hérault, délégué à la mer et au littoral, par délégation du préfet maritime de la Méditerranée du 9 mars 2021 ;**
- VU l'avis de la commune de Sète en date du 15 février 2021 ;**
- VU la décision du Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Hérault sur les conditions financières en date du 4 mars 2021 ;**
- VU le rapport du chef de l'unité cultures marines et littoral en date du 12 mars 2021 ;**

Considérant que l'activité de tournage de la SASU TELSETE se déroule sur le domaine public maritime et que l'utilisation sollicitée est compatible avec la destination du domaine ;

Sur proposition de Monsieur le délégué à la mer et au littoral de la DDTM 34 ;

## ARRÊTE :

Article 1 : La SASU TELSETE, sise 278 avenue Maréchal Juin 34200 Sète, représentée par Monsieur Stéphane Caput, désigné par le terme de « bénéficiaire », est autorisée aux fins de sa demande à occuper temporairement le domaine public maritime de la commune de Sète, à l'emplacement de la Zone d'Activité Municipale (ZAM) 14, plage des 3 digues, une surface de 2500 m<sup>2</sup> actuellement inoccupée.

Cette ZAM 14 est définie dans la concession des plages naturelles à la commune de Sète accordée par arrêté préfectoral n°DDTM34-2010-I-940 en date du 12 mars 2010 .

Cette autorisation lui est accordée afin d'y exercer une activité tournage d'une série télévisée, par une « équipe (de tournage) », composée de l'ensemble des membres de l'équipe technique, électriciens, machinistes, régisseurs, décorateurs, accessoiristes, figurants, acteurs et installation d'un décor de paillote, sous les conditions qui suivent.

### 1.1 Occupation du Domaine Public Maritime (cf. plan annexé):

- un espace buvette composé d'une terrasse de 120 m<sup>2</sup>, de 2 containers bar de 11 m<sup>2</sup> environ chacun, d'une cabane sur pilotis de 16 m<sup>2</sup> et d'une douche de 5 m<sup>2</sup> pour une surface totale de 220 m<sup>2</sup> ;
- un espace club de kitesurf composé de son espace de location et de son espace d'accueil pour une surface totale de 130 m<sup>2</sup> ;
- un espace transat de 500 m<sup>2</sup> ;

Il bénéficiera de la jouissance de la totalité des 2500 m<sup>2</sup> pour son activité de tournage.

L'autorisation est subordonnée à une occupation au sein de la ZAM14 plages des 3 digues, zone prévue au cahier des charges de la concession des plages définie par les coordonnées géodésiques suivantes (WGS84 - en degrés et minutes décimales) : 43° 22,09.96'' N - 003° 37,18.67'' E.

### 1.2 Période d'occupation du Domaine Public Maritime est fixée du 16 mars au 15 octobre 2020.

Les aménagements seront entièrement enlevés à la fin de cette période d'occupation.

Le bénéficiaire ne pourra établir que des installations provisoires et démontables qu'il supprimera sans indemnité à la première réquisition de l'administration, il ne pourra apposer ou laisser apposer par des tiers des pancartes ou panneaux-réclames de quelque nature qu'ils soient dans les limites de son autorisation.

Le bénéficiaire sera responsable des installations et devra les maintenir en bon état.

Il pourra tourner des scènes nocturnes, aux heures autorisées habituellement par les paillotes mitoyennes soit au plus tard 1 h du matin du 20 avril au 30 mai et 2 h du 1er juin au 30 septembre sous réserve du respect des mesures sanitaires liée au COVID 19.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre provisoire, précaire et révocable sans indemnité pour une durée allant du 16 mars au 15 octobre 2020 (y compris montage et démontage).

À l'expiration de l'occupation, sauf disposition contraire, les lieux devront être libres de toute occupation. L'autorisation n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Au cours de cette période d'occupation, l'autorisation pourra être modifiée ou rapportée, en tout ou partie, pour cause d'intérêt public ou pour inexécution d'une quelconque des conditions du présent arrêté.

Article 3 : La superficie occupée, conformément aux dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté et sur le plan annexé à la présente autorisation, ne pourront être affectés, par le bénéficiaire, à aucun autre usage que celui indiqué à l'article 1, soit le tournage d'une série

télévisée. Cet usage reste soumis à tous les règlements ou lois existants ou à intervenir sur la matière.

Aucune dérogation n'est apportée à ces lois ou règlements par la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de respecter le règlement de police et d'exploitation de la plage établi par arrêté du maire et approuvé par le Préfet de L'Hérault.

Il prend toutes dispositions utiles pour porter, notamment par voie d'affiche, ce règlement à la connaissance des équipes de tournage qui fait l'objet de la présente autorisation.

Plus particulièrement il devra impérativement se conformer aux conditions prévues de livraison et ce tant au niveau des créneaux horaires que du respect des zones exclusives d'accès.

Le périmètre du terrain occupé sera tracé et arrêté sur les lieux par un agent des services techniques de la mairie de Sète, délégué à cet effet.

Le bénéficiaire ne pourra filmer d'activité de planche aéro-tractée (kitesurf) à proximité de la ZAM 14, le plan de balisage de la commune en vigueur ne le prévoyant pas. Les éventuelles activités nautiques induites par le tournage devront être pratiquées conformément à la réglementation applicable.

Si le bénéficiaire commençait ses installations avant cette opération, ou si, en les exécutant, il dépassait le périmètre qui lui aurait été tracé, il serait passible des pénalités édictées par les règlements de la grande voirie pour les occupations illicites du Domaine Public. Après l'exécution des travaux, le recollement de l'emplacement occupé, sera dressé par un agent de l'État.

Article 4 : Le bénéficiaire devra acquitter à la Direction Départementale des Finances Publiques du département de l'Hérault une redevance fixée par le directeur départemental des finances publiques, et exigible, pour la première année, dans les 10 jours de la notification du présent arrêté, ensuite annuellement et d'avance.

Le montant de la redevance est fixée à 25 000 € (vingt cinq mille euros).

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme, et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, les sommes payées porteront intérêt légal, quelle que soit la cause du retard : les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts.

Article 5 : Le bénéficiaire devra respecter les accès plages afin d'accéder au site, notamment lors de la mise en place des éléments du décor de tournage.

L'accès à la plage, par des engins motorisés, et uniquement pour les opérations de montage et de démontage, sera soumis à une décision préalable émise par la Ville de Sète.

L'équipe aura été sensibilisée aux enjeux environnementaux et, elle veillera à respecter la quiétude des dunes en haut de plage en s'interdisant toute intrusion et limitera, en conséquence, au maximum ses déplacements entre le site de tournage et la base technique en arrière de plage, hors DPM (cantine, loge, WC, parking, aire de stockage). Le survol du site par des drones est également proscrit.

Le bénéficiaire devra se conformer aux prescriptions du cahier des prescriptions architecturales et paysagères de la concession des plages naturelles à la commune de Sète accordée par arrêté préfectoral n°DDTM34-2010-I-940, du 12 mars 2010, annexé au présent arrêté concernant son décor de tournage. Il devra, par ailleurs, conserver une largeur minimale de libre passage des piétons entre l'extrémité sud de son implantation et le rivage.

L'implantation ou le stationnement sur la plage elle-même, de tout autre équipement divers (véhicules, stockage de matériels ...) autre que le décor et le matériel de tournage type travelling etc est proscrit. L'équipe utilisera les infrastructures existantes pour l'eau et l'assainissement et le



site de tournage sera équipé de containers à déchets adaptés. L'équipe devra assurer le nettoyage des abords dans un rayon de 25 m autour de son emplacement

Article 6 : Cette autorisation étant accordée à titre provisoire, précaire et toujours révocable, le bénéficiaire sera tenu de vider les lieux et les rétablir dans leur état primitif sans avoir droit à aucune indemnité, sur la simple notification d'une décision prononçant la résiliation de l'autorisation et en se conformant aux dispositions de cette décision.

Article 7 : Il est interdit sous peine de résiliation immédiate de l'autorisation :

- de louer ou sous-louer, la totalité ou partie de la dépendance objet de l'autorisation,
- de changer l'usage initial pour lequel l'autorisation a été délivrée.

Dans le cas où pour quelque cause que ce soit, la présente autorisation serait résiliée, la redevance imposée au bénéficiaire cessera de courir à partir du jour de la notification de la décision de révocation de son titre, et le bénéficiaire ne pourra se pourvoir à fin de restitution de ce qu'il aurait payé en excédent.

Article 8 : Les conditions d'occupation se font aux risques et périls du bénéficiaire de la présente autorisation. L'État est dégagé de toute responsabilité liée à la destruction, quelle qu'en soit la cause, des installations autorisées.

Article 9 : Les agents chargés de la gestion du domaine public maritime ont la faculté d'accéder à tout moment sur la zone, objet de la présente autorisation. Une réunion de suivi du projet se tiendra au moment du démarrage du tournage.

Article 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra seul supporter directement la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier, auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations quels qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

Article 12 : Les plans de toutes les modifications apportées aux installations provisoires devront être, au préalable, communiqués au service chargé de la gestion du domaine public maritime qui se réserve la faculté de les faire modifier. L'inexécution de cette prescription pourra entraîner le retrait d'office de l'autorisation.

Article 13 : La présente autorisation est personnelle, non cessible et n'est pas constitutive de droits réels.

Article 14 : Toute transgression d'une des obligations contenues dans cet arrêté entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation après mise en demeure non suivie d'effet.

Article 15 : À la cessation de la présente autorisation, les installations réalisées, visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire. À défaut, de s'être acquitté de cette obligation dans le délai de trois (3) mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'administration.

Sans préjudice d'autres dispositifs, une redevance pour occupation sans titre sera appliquée comme indemnité jusqu'au jour de la remise en état dûment constatée.

Le bénéficiaire devra informer, par écrit, le service chargé de la gestion du domaine public maritime de la remise des lieux en leur état initial, lequel pourra exiger la réalisation d'un constat contradictoire de remise en état du domaine dans un délai d'un mois après réception du courrier ; à défaut d'avoir informé l'administration, toute réparation de dégradation du domaine public maritime incombera au titulaire de l'autorisation.

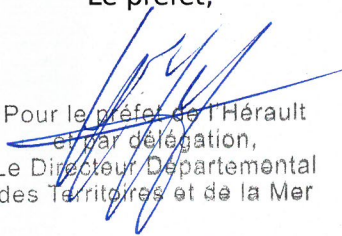
Dans le cas où avec l'accord de l'Administration, le pétitionnaire renoncerait à démonter dans le délai fixé, les installations qu'il aura édifiées sur le domaine public maritime, celles-ci deviendraient, sans aucune indemnité, propriété de l'État au domaine duquel elles s'incorporeraient.

Article 16 : Le présent arrêté peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir, selon les termes des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative. Un recours contentieux devra être déposé devant le tribunal administratif de Montpellier - 6 rue Pitot - 34064 Montpellier cedex 2, dans les deux mois suivant la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et la date d'affichage en mairie aux endroits prévus à cet effet.

Article 17 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, et adressé à Monsieur le Maire de Sète pour affichage à la mairie de Sète et sur le lieu même de l'occupation, sous sa responsabilité, pendant la durée du tournage et établissement du certificat d'affichage, à Monsieur le directeur des finances publiques du département de l'Hérault, à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, aux fins de son exécution.

Un exemplaire du présent arrêté sera notifié au bénéficiaire par les soins de la direction départementale des finances publiques.

Le préfet,



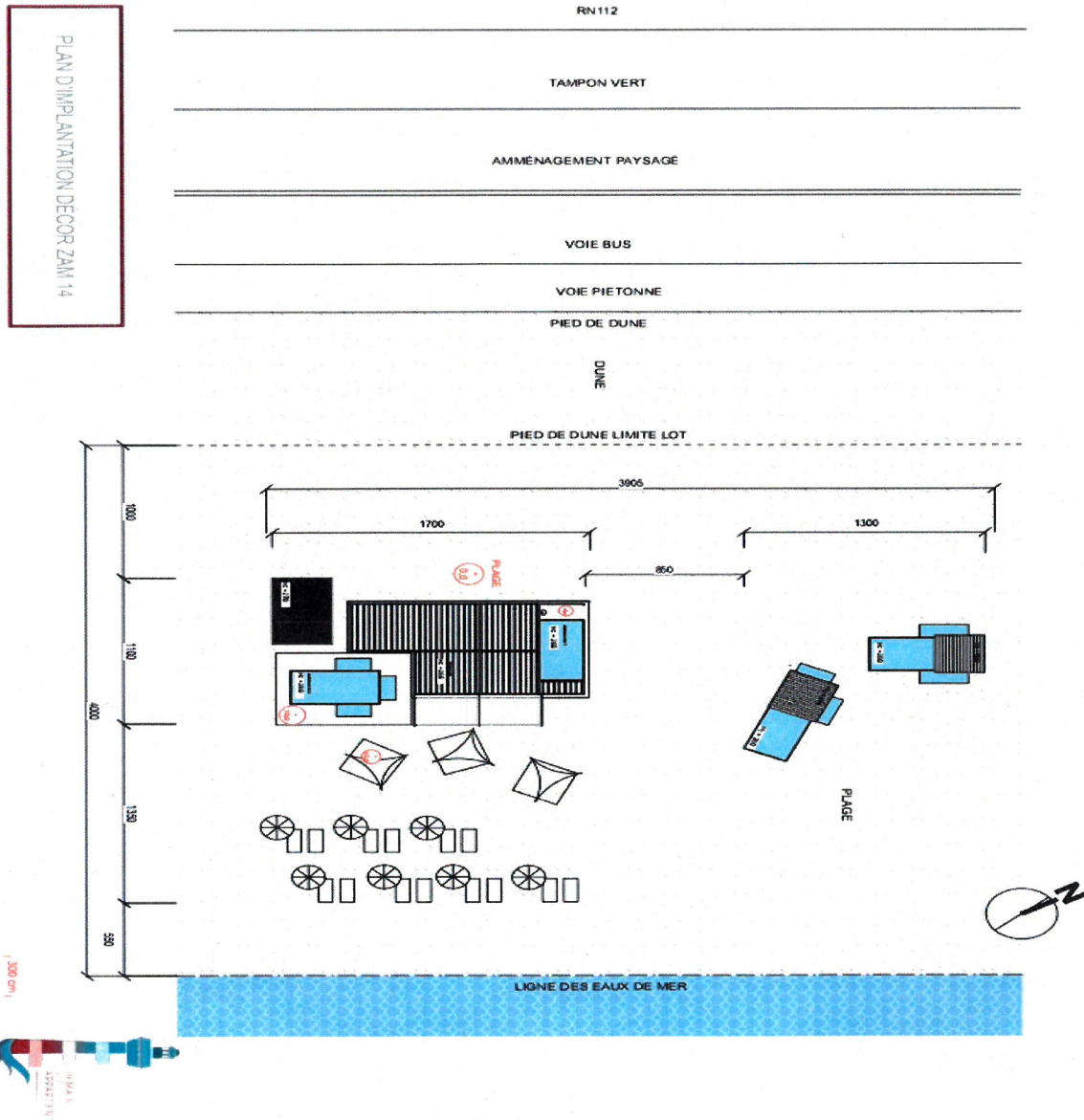
Pour le préfet de l'Hérault  
et par délégation,  
Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer

**Matthieu GREGORY**

Plan de situation



# Annexe 1 : Plan des installations



**Annexe 2 : Cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères de la concession de plages naturelles à la commune de Sète accordée par arrêté préfectoral n°DDTM34-2010-I-940, du 12 mars 2010 ;**



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières  
Unité coordination, auto-école**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **16 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 12 034 0007 0**

### **Portant retrait d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° R 12 034 0007 0 du 23 février 2018 autorisant Madame Brigitte COTTONE épouse BOCOGNANO à exploiter un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé **STAGE POINT DE PERMIS FRANCE (SPPF)** sis 11 Bis Rue Saint-Férreol à MARSEILLE (13001);

Considérant le courrier arrivé dans nos services le 11 mars 2021 de Mme Brigitte COTTONE épouse BOCOGNANO nous demandant de mettre fin à son agrément,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 23 février 2018 relatif à l'agrément n° R 12 034 0007 0, délivré à **Madame Brigitte COTTONE épouse BOCOGNANO** pour assurer l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « **STAGE POINT DE PERMIS FRANCE** » (SPPF) sis 11 Bis Rue Saint-Férreol à MARSEILLE (13001) est retiré à compter de ce jour.

ARTICLE 2 : À compter de cette date, le centre **STAGE POINT DE PERMIS FRANCE (SPPF)** ne sera plus habilité à organiser dans le département de l'Hérault des stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage sur la porte d'entrée principale de l'établissement.

ARTICLE 3 : La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera adressé à **Madame Brigitte COTTONE épouse BOCOgnANO**.

ARTICLE 5 : Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois de recours administratif soit en la personne du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit directement auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – Bords Pitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois, à compter de la notification ou de la réception de l'acte administratif. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Tribunaux citoyens" accessible sur le site [www.tribunaux.fr](http://www.tribunaux.fr).



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **16 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 18 034 0007 0**

### **Portant modification d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 212-5, L 213-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R 223-9 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

**VU** l'arrêté préfectoral n° R 16 034 0003 0 du 09 septembre 2016 autorisant Monsieur Rémy BOUSCAREN à exploiter un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé ASSOCIATION ACTEURS DE NOS CONDUITES (A.D.N.C) sis 96 Rue Louis Roussel - Résidence les Oliviers Bat 2 Apt 2 à MONTPELLIER(34070).

Considérant la demande présentée par Monsieur Hugo SPORTICH en date du 12 mars 2021 en vue d'une modification pour un rajout de salles.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 : À compter du présent arrêté Monsieur Hugo SPORTICH né le 29 mars 1991 à MARSEILLE (13), est autorisé à exploiter, sous le n° R 18 034 0007 0, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière, dénommé FRANCE STAGE PERMIS sis Zone Artisanale de Fontvieille – Emplacement D123 à ALLAUCH (13190) .**



ARTICLE 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du 06 novembre 2018.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3 : L'établissement est habilité, à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans la salle de formation suivante :

- HOTEL RESTAURANT CAMPANILLE - 1083 Rue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER
- HOTEL PRIME - Parc d'activité la Peyriere - Place Méditerranée - 34430 SAINT JEAN DE VEDAS
- ESPACE GAROSUD - 48 Rue Claude BALBASTRE - 34000 MONTPELLIER
- HOTEL DE PARIS -2 Rue Frédéric Mistral - 34200 SETE

ARTICLE 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 5 : Pour tout changement d'adresse du (des) local (locaux) de formation ou toute reprise de ce (ces) local (locaux) par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

ARTICLE 6 : Pour toute transformation ou changement du (des) local (locaux) de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 susvisé.

ARTICLE 8 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Hugo SPORTICH.**

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 10 :Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UICAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières  
Unité coordination, auto-école**

Affaire suivie par : Gislèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **16 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 19 034 0001 0**

### **Portant retrait d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° R 19 034 0001 0 du 19 février 2019 autorisant Monsieur Benjamin MOSSOLIN à exploiter un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé CMA Chambre de Métiers et de l'Artisanat sis 154 Rue Bernard Giraudeau - CS-59999 à MONTPELLIER Cedex 4 (34187);

Considérant le mail du 27 janvier 2021 de M. Benjamin MOSSOLIN nous indiquant la modification de la raison sociale et du n° de SIRET de l'établissement,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 19 février 2019 relatif à l'agrément n° R 19 034 0001 0, délivré à Monsieur Benjamin MOSSOLIN pour assurer l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « Chambre de Métiers et de l'Artisanat » (CMA) sis 154 Rue Bernard Giraudeau - CS-59999 à MONTPELLIER (34187) est retiré à compter de ce jour.

**ARTICLE 2 :** À compter de cette date, le centre **Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)** ne sera plus habilité à organiser dans le département de l'Hérault des stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage sur la porte d'entrée principale de l'établissement.

**ARTICLE 3 :** La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 08 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera adressé à **Monsieur Benjamin MOSSOLIN**.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC,

  
Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification administrative, soit gracieuse auprès du Préfet de l'Hérault - 34 place des Martyrs de la Résistance - 34062 MONTPELLIER Cedex 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75008 PARIS CEDEX 08.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier - 6 rue Pothier - 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.tel-recours.fr](http://www.tel-recours.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

**Montpellier, le 16 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 21 034 0002 0**

### **Portant délivrance d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 212-5, L 213-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R 223-9 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Considérant la demande présentée par Monsieur Benjamin MOSSOLIN en date du 09 février 2021 en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière dans le département de l'Hérault.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** À compter du présent arrêté Monsieur Benjamin MOSSOLIN né le 19 janvier 1990 à ANNECY (74), est autorisé à exploiter, sous le n° R 21 034 0002 0, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière, dénommé « CMAR OCCITANIE » (CMAR) et sous le nom commercial « CMA DE L'HÉRAULT » sis 154 Rue Bernard Giraudeau – ZAC PIERRES VIVES - CS-59999 à MONTPELLIER CEDEX 4 (34187) .

**ARTICLE 2 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3 : L'établissement est habilité, à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans la salle de formation suivante :

- **CMA DE L'HERAULT – Salle A01 / A04 / B201 / B203 / B205 – 154 Rue Bernard Giraudeau – CS-59999 – 34187 MONTPELLIER Cedex 4**
- **CMA DE L'HERAULT – Salle Réunion (rdc) – 3 Avenue Raymond Lacombe – 34800 CLERMONT L'HERAULT**
- **CMA DE L'HERAULT – Salle Montaout (rdc) – 218 Rue Max Jacob – ZAC de Montimaran CS646 – 34536 BEZIERS Cedex**
- **CMA DE L'HERAULT – Salle Réunion (rdc) / Salle 12 (2em étage) – Pôle Via Innova – Za Espace Littoral – 177 B Avenue Louis Lumière– 34400 LUNEL**

ARTICLE 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 5 : Pour tout changement d'adresse du (des) local (locaux) de formation ou toute reprise de ce (ces) local (locaux) par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

ARTICLE 6 : Pour toute transformation ou changement du (des) local (locaux) de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 susvisé.

ARTICLE 8 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Monsieur Benjamin MOSSOLIN.**

**ARTICLE 10 :Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.**

Le préfet  
Pour le préfet ~~et par~~ délégation,  
le Chef des Unités UCAE et EPC,



Jean-Marc MALABAVE

Un présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75005 PARIS CEDEX 05.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telereco.fr](http://www.telereco.fr)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

Affaire suivie par : Gisèle PIMENTEL  
Téléphone : 04 34 46 62 66  
Mél : gisele.pimentel@herault.gouv.fr

Montpellier, le **16 MARS 2021**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° R 21 034 0003 0**

### **Portant délivrance d'un agrément d'un établissement assurant l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de la route, et particulièrement les articles L 212-1 à L 212-5, L 213-1 à L 213-7, L 223-6, et R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R 223-9 ;

**VU** le décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Considérant la demande présentée par Monsieur Anthony BOCOGNANO en date du 11 février 2021 en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière dans le département de l'Hérault.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** A compter du présent arrêté **Monsieur Anthony BOCOGNANO né le 08 mars 1988 à MARSEILLE (13)**, est autorisé à exploiter en sa qualité de Président, sous le n° **R 21 034 0003 0**, un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière, dénommé **STAGE PERMIS FRANCE (SPF) sis 11 Bis Rue Saint-Férreol à MARSEILLE (13001)**.

**ARTICLE 2 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.



ARTICLE 3 : L'établissement est habilité, à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans la salle de formation suivante :

- HOTEL HOLIDAY INN EXPRESS – 60 Avenue Nina Simone – 34000 MONTPELLIER

- HOTEL MERCURE MONTPELLIER CENTRE COMEDIE – 6 Rue de la Spirale – 34000 MONTPELLIER

ARTICLE 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 5 : Pour tout changement d'adresse du (des) local (locaux) de formation ou toute reprise de ce (ces) local (locaux) par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date de changement ou de la reprise.

ARTICLE 6 : Pour toute transformation ou changement du (des) local (locaux) de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 susvisé.

ARTICLE 8 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

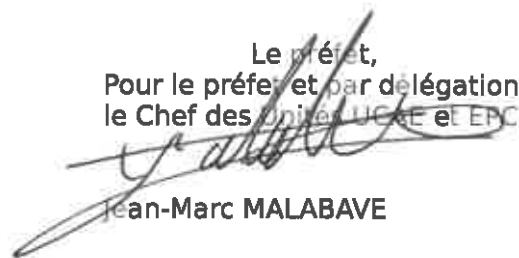
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant.

**Direction départementale des territoires et de la mer  
Service infrastructures éducation et sécurité routières**

**ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera adressé à Monsieur Anthony BOCOgnANO.**

**ARTICLE 10 :Le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault et inscrit sur le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le Chef des DDTM UG&E et EPC,



Jean-Marc MALABAVE

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER dans le délai de deux mois suivant la notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'appareil informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

MONTPELLIER, LE 8 MARS 2021

*DR Montpellier*  
18 RUE PAUL BROUSSE  
34056 MONTPELLIER  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : GAILLAC Emmanuel  
Téléphone : 09 70 27 69 00  
Télécopie : 04 67 58 79 15  
Mél : [dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-montpellier@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/2 du directeur régional à MONTPELLIER portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MONTPELLIER dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom, prénom, service ou unité d'affectation et grade figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MONTPELLIER, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*LUCK Yves*

**Annexe I à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>CASINO Isabelle</b> (Montpellier SRE), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	40000	40000	3000	0	0
<b>SIMON Philippe</b> (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	60000	60000	5000	0	0
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	60000	60000	5000	0	0
<b>BIAUSSAT Francois</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>FROEHLICHER Christophe</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>TRICARICO Robert</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>GROCHOWICKI Pierre</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>MEYER Joel</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>TUFFERY Frederique</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>GINDROZ Pierrick</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>MIQUEL Jeffrey</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>DE SANTIS Joseph</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>GAMBI Audrey</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>CHAPUIS Alain</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>DAVRIEUX Regis</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	40000	40000	3000	0	0
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	60000	60000	5000	0	0
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	60000	60000	5000	0	0

**Annexe II à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>CASINO Isabelle</b> (Montpellier SRE), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	8000	0	0	0	3000
<b>SIMON Philippe</b> (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	10000	0	40000	0	5000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	10000	0	40000	0	5000
<b>AVID Lionel</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>AZALBERT Eric</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>BIAUSSAT Francois</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>CAUVY Michel</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>DUPUIS Fabien</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>FALZON Brigitte</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>FAYE MOUJAHID Houssna</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>FROELICHER Christophe</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>GALAUP Patrick</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>GIRARD Patricia</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>PUERTO Myriam</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>TIMEE Frederic</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>TRICARICO Robert</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	8000	0	0	0	1000
<b>GROCHOWICKI Pierre</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	8000	0	0	0	3000

<b>TUFFERY Frederique</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>BERENGUER Laurence</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>CERVANTES Agnes</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>DARLY Laurent</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>DJERDJIRIAN Valerie</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>FOURNIER Jean-Jacques</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>GINDROZ Pierrick</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>GOMEZ Sylvie</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>HERRERA Jean</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>LAURIOL Pascal</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>MIQUEL Jeffrey</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>OSTENGO Laure</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>SANSARNY Eric</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>DE SANTIS Joseph</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>DURAND Jacques</b> (Nimes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>FERRARA Therese</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>GAMBI Audrey</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>MACHET Viviane</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>MACIA Gerard</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>MIGEREL Maxe</b> (Nimes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>TISSEDRE Sabine</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>BELTRA Paul</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>CHAPUIS Alain</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>COMTE Chantal</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>DAVRIEUX Regis</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	8000	0	0	0	3000
<b>MONY Carine</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI	0	0	0	0	1000
<b>SCHMIT Fabrice</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	1000

<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	10000	0	40000	0	5000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	10000	0	40000	0	5000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>KANNENGISSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	3000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	0	0	0	0	3000



**Annexe III à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis**

**« PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	15000	7500	1500	15000
<b>CASINO Isabelle</b> (Montpellier SRE), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	15000	7500	1500	15000
<b>SIMON Philippe</b> (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>AVID Lionel</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>AZALBERT Eric</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BIAUSSAT Francois</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>CAUVY Michel</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DUPUIS Fabien</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FALZON Brigitte</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FAYE MOUJAHID Houssna</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FROELICHER Christophe</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GALAUP Patrick</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GIRARD Patricia</b> (Montpellier bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PUERTO Myriam</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TIMEE Frederic</b> (Montpellier bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TRICARICO Robert</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>GROCHOWICKI Pierre</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>TUFFERY Frederique</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>BERENGUER Laurence</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CERVANTES Agnes</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DARLY Laurent</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DJERDJIRIAN Valerie</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FOURNIER Jean-Jacques</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GINDROZ Pierrick</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GOMEZ Sylvie</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HERRERA Jean</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LAURIOL Pascal</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MAURY Michele</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MIQUEL Jeffrey</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MOROSI Yves</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>OSTENGO Laure</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>QUILES Eliane</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SANSARNY Eric</b> (Beziers viti ci), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>AMORETTI Martine</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DE SANTIS Joseph</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DURAND Jacques</b> (Nimes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FERRARA Therese</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GAMBI Audrey</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MACHET Viviane</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MACIA Gerard</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MIGEREL Maxe</b> (Nimes bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TISSEDRE Sabine</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BELTRA Paul</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CHAPUIS Alain</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000

<b>COMTE Chantal</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DAVRIEUX Regis</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>MONY Carine</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SCHMIT Fabrice</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	15000	7500	1500	15000
<b>BENGHERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000

<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000

<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000

<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BEAUVARGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000

<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	15000
<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	10000	4000	1000	10000

<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	15000	7500	1500	10000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	10000	4000	1000	10000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	10000	4000	1000	10000



**Annexe IV à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	illimité	100000	250000
<b>CASINO Isabelle</b> (Montpellier SRE), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	3000	25000	150000
<b>SIMON Philippe</b> (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	illimité	100000	250000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>BIAUSSAT Francois</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>FROEHLICHER Christophe</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>TRICARICO Robert</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>PAREDE Jean</b> (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BANTIGNIES Isabelle</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BAROTIN Olivier</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BREIDENSTEIN Pascal</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BUGNAS Evelyne</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATANZANO Jean-Michel</b> (Sete bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DALLE Dimitri</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>FESTA Didier</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GENTIL Isabelle</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GROCHOWICKI Pierre</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>JAMBET Marie-Claire</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MEYER Joel</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>PERONNE Eric</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>RODIER Adrien</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000

<b>SAINT PIERRE Nathalie</b> (Sete bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TREUIL Thierry</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>TUFFERY Frederique</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>VILLACRECES Jerome</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CERVANTES Agnes</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DJERDJIRIAN Valerie</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>GINDROZ Pierrick</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GOMEZ Sylvie</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERRERA Jean</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>LAURIOL Pascal</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MIQUEL Jeffrey</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>COMOY Sandra</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CROUZET Dominique</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DE SANTIS Joseph</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GAMBI Audrey</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>GARCIA Richard</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANSART Serge</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>QUARTIERO Fabienne</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BELTRA Paul</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAPUIS Alain</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>COMTE Chantal</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DAVRIEUX Regis</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>MONY Carine</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>SCHMIT Fabrice</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	5000	50000	250000
<b>BENGERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000

<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000

<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000

<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BEAUPERGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000

<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000

**Annexe V à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	illimité	100000	250000
<b>CASINO Isabelle</b> (Montpellier SRE), CHEF SERV COMPTABLE DGDDI 2EME CATEGORIE	3000	25000	50000
<b>SIMON Philippe</b> (Montpellier SRE), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	50000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	illimité	100000	250000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>BIAUSSAT Francois</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>FROELICHER Christophe</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>TRICARICO Robert</b> (Montpellier bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>PAREDE Jean</b> (Montpellier Mediterranee bureau dedouan.), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BANTIGNIES Isabelle</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BAROTIN Olivier</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BREIDENSTEIN Pascal</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BUGNAS Evelyne</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATANZANO Jean-Michel</b> (Sete bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DALLE Dimitri</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>FESTA Didier</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GENTIL Isabelle</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GROCHOWICKI Pierre</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>JAMBET Marie-Claire</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MEYER Joel</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>MEYNIEL Jean-Francois</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PERONNE Eric</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PUJO SAUSSET Marie</b> (Sete bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000

<b>RODIER Adrien</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SAINT PIERRE Nathalie</b> (Sete bureau), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SANTISTEBAN Sophie</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>TREUIL Thierry</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>TUFFERY Frederique</b> (Sete bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>VILLACRECES Jerome</b> (Sete bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CERVANTES Agnes</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DJERDJIRIAN Valerie</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>GINDROZ Pierrick</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GOMEZ Sylvie</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERRERA Jean</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	1000	5000	75000
<b>LAURIOL Pascal</b> (Beziers viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MIQUEL Jeffrey</b> (Beziers viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>COMOY Sandra</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CROUZET Dominique</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DE SANTIS Joseph</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GAMBI Audrey</b> (Nimes bureau), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>GARCIA Richard</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANSART Serge</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>QUARTIERO Fabienne</b> (Nimes bureau), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BELTRA Paul</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAPUIS Alain</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>COMTE Chantal</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DAVRIEUX Regis</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>MONY Carine</b> (Bagnols s/ceze viti ci), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>SCHMIT Fabrice</b> (Bagnols s/ceze viti ci), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	5000	50000	250000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	5000	50000	250000
<b>BENGERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000



<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000

<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	3000	25000	150000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000

<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	3000	25000	150000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000

<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BEAUVERGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	3000	25000	150000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	3000	25000	150000

<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	5000	75000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	3000	25000	75000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	5000	75000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	5000	75000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	5000	75000

**Annexe VI à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	300000	150000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	300000	150000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	75000	30000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	100000	50000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	100000	50000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	100000	50000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	100000	50000
<b>BENGERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	75000	30000
<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000

<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	75000	30000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000

<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	75000	30000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	75000	30000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000



<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>BEAUVARGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>JANELLO Patrice</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	75000	30000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000

<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	75000	30000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	75000	30000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	75000	30000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	75000	30000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	75000	30000

**Annexe VII à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	1500	7500	15000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	1500	7500	15000
<b>BENGHERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000

<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000

<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000

<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BEAVERGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000

<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	4000	10000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000

**Annexe VIII à la décision n° 2021/2 du 8 mars 2021 du directeur régional LUCK Yves**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom, service ou unité d'affectation et grade	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>KALTENBACH Lionel</b> (Montpellier POC), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 2ECL	1500	7500	15000
<b>HARAZIN Laurent</b> (Montpellier PAE), INSPECTEUR PRINCIPAL 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>ELIAS Julie</b> (Montpellier GIR), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>COURRIEU Pierre</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR REGIONAL DE 2EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>DEWOLF Jean-Philippe</b> (Division OP/CO Viti CI), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>CATTOEN Frederic</b> (Division Surveillance), INSPECTEUR PRINCIPAL 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>EL FASSI Abdelhafid</b> (Division Surveillance), DIRECTEUR DES SERVICES DOUANIERS 1ERE CL	1500	7500	15000
<b>BENGHERADA Ajib</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BERNABE Elian</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHET Maxime</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUSQUET Olivier</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CAMBRES Mickael</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CASSAN Emmanuel</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>CHARDON Antoine</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CLAUDON Eric</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>COASSIN Godefroy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CORNEILLE Sebastien</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DA ROCHA LOPES Remi</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DOLCE DANJARD Isabelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DUBOIS Joelle</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FARGIER Aurelie</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FORTI Nathalie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FREZIL Valerie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>GADILLE Alexandre</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GEHAN Guillaume</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GINESTE Claude</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRANDSIRE Dominique</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HUMBERT Gilles</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>JACOUD Paul</b> (Sete bse), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000



<b>LEMSIAD Ahmed</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LETONDOR Aurelien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LUTGEN Stephane</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>MENNESSON William</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MUGUET Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>NABOS Marie-Claude</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PEREZ Antoine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>POMMART David</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PRATO Renaldo</b> (Sete bse), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>RIDAO Yohann</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROBIN Vincent</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROUSSEL Romain</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>RUIZ Noelle</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SAINT JORE Cedric</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SAUREL Davina</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SERRANO Stephanie</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SOLER Serena</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>THIETART Cyril</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TOTAL Delphine</b> (Sete bse), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VERNIERES Julien</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>VILAREM Remy</b> (Sete bse), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>AMBLARD Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>AUBERT Jerome</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BALESTER Philippe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BENOIT Patricia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BESSE Marguy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BESSE Cedric</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BIND Christophe</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHER Stephane</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOUCHER Nathalie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BRITIS BETBEDER Thibaut</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BRUN Marie-Helene</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000

<b>CARRASCO Sebastien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DELAUNAY Noemie</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ESPADA Alexia</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GUILLOT Eddy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>KANNENGIESSER Patrice</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), INSPECTEUR REGIONAL DE 3EME CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LAOUNI Laila</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LEFEBVRE Christelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>MAJOREL Frederic</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MANCER Amar</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>MOURCELY Camille</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>OUNEJMA Yassine</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PASCUAL CHAMP Joelle</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAUL EDSON Oniharisoa</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PELERIN Daniele</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PRIOULT Julien</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROYER Pauline</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SANTULARIA Jose</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VIALE Jeremy</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VICTOR Franck</b> (Montpellier mediterranee aeroport BSE), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ALBA Thierry</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ALBANIAC Franck</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARENALES Patrice</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARENALES Alexandra</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ARNAUD Stephane</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BECKER Mattieu</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CHAMP Didier</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000

<b>CHAUVEAU Tony</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DARDART Cedric</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DARMON Jeff</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DERIAS Hedi</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DILLIES Nicolas</b> (Montpellier bsi), INSPECTEUR DGDDI	1500	7500	15000
<b>DURAND Thomas</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>EL RHAZZAR Mohamed</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FLINOIS Olivier</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GLAUSSEL Jean-Louis</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GOHIER Christophe</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRANGE Lea</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRARE Stephanie</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HERNANDEZ Francois</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>IRAILLES Marc</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUCHENE Claude</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAPINI Eric</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>REVERBEL Philippe</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>SCHAETZLE Michele</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SPARTA Myriam</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TEYCHON Loic</b> (Montpellier bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>TONNEL Josselin</b> (Montpellier bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>AMISI Ngumbi</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ANDRE Annick</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BAKHROU Mourad</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BEAVERGER Bruno</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>BECHIR Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>BOIREAU Jerome</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CARLO Anne-Sophie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CATTIL Mylene</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>CECCOTTI Marine</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>DERROUCH Joris</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>DURAND Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FONTANA Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>FONTANA Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>FOSCO Julien</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000

<b>GARCIA Romain</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GERVAIS Geraldine</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>GRIMAUD Pascale</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>HERAUD Nathalie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>HERAUD Laurent</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>HUC Jerome</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1500	7500	15000
<b>LE BAYEC Argentina</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>LE NUE Jessica</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>LOORIUS Emmanuel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>LOZANO Melanie</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>OCHOA Caroline</b> (Nimes bsi), INSPECTEUR REGIONAL DE 1ERE CL DGDDI	1500	7500	15000
<b>OUANNOU Bachir</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PALERMINI Frederic</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PARE Alexandre</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>PASTANT Jocrisse</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PAUSE Jean-Alain</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>PLANCHETTE Tanguy</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>ROUFFIA Jean-Luc</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 1ère classe DGDDI	1000	4000	10000
<b>SANSAN Jean-Christophe</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 1ERE CL DGDDI	1500	4000	10000
<b>SERIN Alexandre</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR 2E CL DGDDI	1000	4000	10000
<b>SNAPP Michel</b> (Nimes bsi), CONTRÔLEUR PRINCIPAL DGDDI	1000	4000	10000
<b>VASSEUR Franck</b> (Nimes bsi), Agent de constatation ppal 2ème classe DGDDI	1000	4000	10000

Montpellier, le 19 mars 2021

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021-I-252**

**portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation de l'aménagement de la RD28 entre Béziers et Bessan, section Coussergues-Bessan, sur la commune de Bessan, au profit du département de l'Hérault**

Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le code du patrimoine ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-I-331 du 9 avril 2018 portant ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique, à la cessibilité et au classement/déclassement de voirie relative à la RD 28 aménagement entre Béziers et Bessan, section Coussergues-Bessan, sur les communes de Bessan et de Montblanc;

**VU** le rapport et l'avis du commissaire enquêteur;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-I-945 du 28 août 2018 déclarant l'utilité publique et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de l'aménagement de la RD28 entre Béziers et Bessan, section Coussergues-Bessan, sur les communes de Bessan et de Montblanc, au profit du département de l'Hérault

**VU** le courrier du 9 mars 2021 par lequel le département de l'Hérault sollicite un nouvel arrêté de cessibilité;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1 :** Sont déclarés cessibles, au profit du département de l'Hérault, les immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire à l'aménagement de la RD28 entre Béziers et Bessan, section Coussergues-Bessan, sur la commune de Bessan, et désignés à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le département de l'Hérault est autorisé à poursuivre la procédure dans les conditions fixées par le code de l'expropriation.

**ARTICLE 3 :** Si l'expropriation est nécessaire à l'exécution du projet susvisé, elle devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une notification individuelle par l'expropriant aux propriétaires et ayants droits figurant à l'état parcellaire ci-annexé.

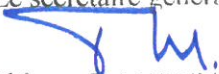
**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier, sis 6 rue Pitot, dans un délai de deux mois à compter de la notification individuelle faite aux intéressés.

Le tribunal administratif peut être saisi également par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le président du département de l'Hérault et le maire de Bessan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Thierry LAURENT

Montpellier, le 8 MARS 2021

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020.01.226**

**portant autorisation des agents agréés du service interne de la  
sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité  
lors de l'opération «24 Rad Blue» prévue du 24 mars 2021 à 07 heures au 25 mars 2021 à 07 heures**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.613-2 et L. 613-3 ;

**Vu** le code des transports, notamment ses articles L.2251-1 et L.2251-9 ;

**Vu** l'arrêté modificatif portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité en application de l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 06 mai 2019 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatifs aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Jacques Witkowski en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe) ;

**Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République ;

**Vu** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** la posture du plan Vigipirate au niveau urgence attentat ;

**Vu** le courrier de la Direction générale de la police nationale en date du 11 mars 2021 ;

**Vu** la demande du 15 mars 2021 formulée par la SNCF sollicitant la mission de procéder à des mesures de palpation par des agents de leur service interne dans la gare de Montpellier Saint-Roch, Montpellier Sud de France, Béziers et Sète du mercredi 24 mars 2021 à 07 heures au jeudi 25 mars 2021 à 07 heures lors de l'opération « 24 Rad Blue » ;

**Considérant** que les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés par l'arrêté pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 06 mai 2019 mentionné ci-dessus peuvent procéder à des mesures de palpations de sécurité dans les gares, dans les limites de la durée et du lieu déterminé par ledit arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure ;

**Considérant** l'activation du Plan Vigipirate à son niveau d'alerte « urgence attentat » sur le territoire national ;

**Considérant** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau maximal de menace terroriste et que les gares constituent une cible des terroristes et un des lieux privilégiés de risque d'attentat ;

**Considérant** que par décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, susvisé, l'état d'urgence sanitaire est déclaré à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure sur l'ensemble du territoire de la République ;

**Considérant** que le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, modifié, susvisé, définit dans son article 1<sup>er</sup> et en annexe 1 les mesures d'hygiène et de distanciation sociale qui doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance ;

**Considérant** que l'association RAILPOL, organisation européenne rassemblant les services de police spécialisés dans le domaine ferroviaire de 22 pays dont la France, organise la 21<sup>ème</sup> édition de l'opération « 24 Rad Blue » du mercredi 24 mars 2021 à 7 heures au jeudi 25 mars 2021 à 7 heures ;

**Considérant** que cette opération consiste à mettre en place des dispositifs de contrôle sur le secteur ferroviaire, notamment dans les trains, gares et emprises afin de prévenir les infractions de droit commun et de lutter contre l'immigration irrégulière ;

**Considérant** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des infractions courantes constatées dans les trains et gares d'Europe, notamment l'immigration irrégulière mais aussi les délits de vols aggravés, les dégradations multiples, escroqueries, transport et usage de stupéfiants caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**Considérant** que ces circonstances particulières justifient la mise en œuvre de mesures de contrôle renforcées avec notamment la possibilité de faire procéder par des agents du service interne de sûreté de la SNCF agréés par arrêté du préfet de police des Bouches-du-Rhône à des mesures de palpation de sécurité dans le cadre de l'opération susvisée afin de garantir la sécurisation au sein de certaines gares de l'Hérault ;

**Considérant** que dans ces conditions, il apparaît nécessaire que les agents du service interne de la sécurité de la SNCF participent avec les services de police spécialisés à cet effet à l'opération « 24 Rad Blue » prévue du 24 mars 2021 à 07 heures au 25 mars 2021 à 07 heures dans les gares, trains et emprises de Montpellier Saint-Roch, Montpellier Sud de France, Béziers et Sète ;

Sur proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet ;

#### **ARRÊTE:**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les circonstances particulières susvisées justifient la participation des agents agréés du service interne de la sécurité de la SNCF à l'opération « 24 Rad Blue » prévue du 24 mars 2021 à 07 heures au 25 mars 2021 à 07 heures, rassemblant les services de police spécialisés, leur permettant de recourir aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure, dans les gares, trains et emprises de Montpellier Saint-Roch, Montpellier Sud de France, Béziers et Sète ;

**Article 2** : Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations dans le respect des mesures d'hygiène fixées par l'annexe 1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Montpellier, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux.

**Article 4** : Madame la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfecture de l'Hérault, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault, et Monsieur le directeur interdépartemental de la police aux frontières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice de cabinet

  
Elisa BASSO





Affaire suivie par : Martine ROQUES  
Téléphone : 04 67 61 61 58  
Mél : martine.roques@herault.gouv.fr

**Montpellier, le 15 mars 2021**

**Arrêté portant habilitation d'un organisme pour réaliser l'analyse d'impact  
mentionnée au III de l'article L.752-6 du code de commerce  
Habilitation n° AI-32-2021-34**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de commerce ;

**VU** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique ;

**VU** le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;

**VU** le décret n°2019-563 du 07 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission Nationale d'Aménagement Commercial et au contrôle des autorisations d'exploitation commerciale ;

**VU** l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée du III de l'article L.752-6 du code de commerce ;

**VU** la demande du 20 janvier 2021, formulée par Mme Marion LACOMBE, gérante de la S.A.R.L. LINEAMENTA, sise 21 Avenue du Général de Castelnau à VILLENAVE-D'ORNON (33) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault :

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** L'habilitation de la S.A.R.L. LINEAMENTA est accordée pour les projets situés sur l'ensemble du département de l'Hérault, pour une durée de cinq ans, non renouvelable par tacite reconduction. La demande de renouvellement devra être présentée trois mois avant la date d'expiration.

**ARTICLE 2 :** Le numéro d'habilitation devra figurer sur l'analyse d'impact au même titre que la date et la signature de l'auteur de l'analyse.

ARTICLE 3 : L'organisme habilité ne peut établir l'analyse d'impact d'un projet :

1° dans lequel lui-même, ou l'un de ses membres est intervenu, à quel titre ou stade que ce soit ;

2° s'il a des liens de dépendance juridique avec le pétitionnaire. Une déclaration sur l'honneur de ce chef devra être annexée à l'analyse d'impact par son auteur ;

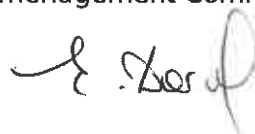
ARTICLE 4 : L'habilitation peut être suspendue ou retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice visées à l'article R.752-6-1 du code de commerce ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Hérault ;
- d'un recours hiérarchique auprès du secrétariat de la Commission Nationale de l'Aménagement Commercial ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera notifiée à Mme Marion LACOMBE.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète  
Présidente de la Commission Départementale  
d'Aménagement Commercial,



Emmanuelle DARMON

Affaire suivie par : Martine ROQUES  
Téléphone : 04 67 61 51 58  
Mél : martine.roques@herault.gouv.fr

Montpellier, le 15 mars 2021

**Arrêté portant habilitation de la S.A.S. CBRE Conseil & Transaction en vue d'établir  
les certificats de conformité des demandes d'autorisation d'exploitation  
commerciale  
Habilitation n° CC-16-2021-34**

Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de commerce et notamment les articles L 752-23 et R 752-44 à R 752-44-6 ;
- VU** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique ;
- VU** le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;
- VU** le décret n°2019-563 du 07 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission Nationale d'Aménagement Commercial et au contrôle des autorisations d'exploitation commerciale ;
- VU** l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée du III de l'article L.752-6 du code de commerce ;
- VU** la demande du 19 janvier 2021, formulée par M. Fabrice ALLOUCHE, Président de la S.A.S. CBRE Conseil & Transaction, sise 76 Rue de Prony à PARIS (75), en vue d'établir les certificats de conformité des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de l'Hérault ;
- Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault :

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** L'habilitation de la S.A.S. CBRE Conseil & Transaction est accordée pour les projets situés sur l'ensemble du département de l'Hérault, pour une durée de cinq ans, non renouvelable par tacite reconduction. La demande de renouvellement devra être présentée trois mois avant la date d'expiration.

**ARTICLE 2 :** Le numéro d'habilitation devra figurer sur le certificat de conformité au même titre que la date et la signature de l'auteur de ce certificat.

ARTICLE 3 : L'habilitation peut être suspendue ou retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice visées à l'article R 752-44-2 du code de commerce ;

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Hérault ;
- d'un recours hiérarchique auprès du secrétariat de la Commission Nationale de l'Aménagement Commercial ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera notifiée à M. Fabrice ALLOUCHE.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète



Emmanuelle DARMON



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Lodève  
Bureau des Relations avec les  
Collectivités Territoriales**

Affaire suivie par : Sophie BERNARD  
Téléphone : 04 67 88 34 22  
Mél : sophie.bernard@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 mars 2021

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 21-III-051**

### **Portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans la commune de Viols en Laval**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code électoral et notamment ses articles L.19 et R.7 à R.11 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1695 du 30/12/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

**VU** les propositions du maire de Viols en Laval ;

**VU** les désignations des représentants par le président du tribunal judiciaire de Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**SUR** proposition du Sous-Préfet de Lodève ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Sont désignés, pour trois ans, membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour la commune de Viols en Laval les personnes dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous :

Commune	Canton	Conseiller municipal	Délégué de l'administration	Délégué du TJ
<b>VIOLS EN LAVAL</b>	<b>LODEVE</b>	<u>Titulaire :</u> - DREISIGOVA Beata  <u>Suppléant :</u> - GROS Julie	<u>Titulaire :</u> - PETIT Thierry  <u>Suppléant :</u> - DEJEAN Hélène	<u>Titulaire :</u> - MARTY Jean-Luc  <u>Suppléant :</u> - CLAMARON Chantal

Sous-Préfecture de Lodève  
120 allée de Verdun  
34700 LODÈVE

**ARTICLE 2 :** La composition de la présente commission est rendue publique par affichage sur les panneaux officiels d'informations municipales et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

**ARTICLE 3 :** Si l'un des membres de la commission de contrôle ne satisfait plus aux conditions prévues aux IV, V et VI de l'article L. 19, il est remplacé selon les modalités prévues au I du présent article.

**ARTICLE 4 :** Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la commune.

**ARTICLE 5 :** Le Sous-Préfet de Lodève, la présidente du tribunal judiciaire de Montpellier et le Maire de la commune de Viols en Laval chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault

Pour le préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Lodève  
Bureau des Relations avec les  
Collectivités Territoriales**

Affaire suivie par : Sophie BERNARD  
Téléphone : 04 67 88 34 22  
Mél : sophie.bernard@herault.gouv.fr

Lodève, le 09/03/2021

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 21-III-068**

**Portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans la commune de Saint Martin de Londres**

Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code électoral et notamment ses articles L.19 et R.7 à R.11 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1695 du 30/12/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

**VU** les propositions du maire de Saint Martin de Londres ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres de commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**SUR** proposition du Sous-Préfet de Lodève ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Sont désignés, pour trois ans, membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour la commune de Saint Martin de Londres les personnes dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous :

Commune	Canton	Conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges lors du dernier renouvellement du conseil municipal et n'ayant pas renoncé à siéger	Conseiller(s) municipal(ux) appartenant à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges lors du dernier renouvellement du conseil municipal et n'ayant pas renoncé à siéger	Conseiller municipal appartenant à la troisième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges lors du dernier renouvellement du conseil municipal et n'ayant pas renoncé à siéger
<b>SAINT MARTIN DE LONDRES</b>	<b>LODEVE</b>	<u>Titulaires :</u> - CAMPANA Jean-Pierre - BANAL Sandrine - GINER-LACROIX Guy	<u>Titulaires :</u> -CHALIER-BRUNEL Catherine	<u>Titulaires :</u> -JOUANDON Benoît

Sous-Préfecture de Lodève  
120 allée de Verdun  
34700 LODÈVE

		<u>Suppléants :</u> - CUFFY Christophe - LEBAS Séverine - LASALLE Noëlle	<u>Suppléant :</u> -BETEILLE Emmanuelle	<u>Suppléant :</u> -SEBERT Emeline
--	--	---	---	---------------------------------------

**ARTICLE 2 :** La composition de la présente commission est rendue publique par affichage sur les panneaux officiels d'informations municipales et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

**ARTICLE 3 :** Si l'un des membres de la commission de contrôle ne satisfait plus aux conditions prévues aux IV, V et VI de l'article L. 19, il est remplacé selon les modalités prévues au I du présent article.

**ARTICLE 4 :** Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la commune.

**ARTICLE 5 :** Le Sous-Préfet de Lodève, la présidente du tribunal judiciaire de Montpellier et le Maire de la commune de Saint Martin de Londres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lodève



Jean-François MONIOTTE





**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Lodève  
Bureau des Relations avec les  
Collectivités Territoriales**

Affaire suivie par : Sophie BERNARD  
Téléphone : 04 67 88 34 22  
Mél : sophie.bernard@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 mars 2021

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 21-III-072**

### **Portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans la commune de Canet**

**Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code électoral et notamment ses articles L.19 et R.7 à R.11 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1695 du 30/12/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

**VU** les propositions du maire de Canet ;

**VU** les désignations des représentants par le président du tribunal judiciaire de Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**SUR** proposition du Sous-Préfet de Lodève ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Sont désignés, pour trois ans, membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour la commune de Canet les personnes dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous :

Commune	Canton	Conseiller municipal	Délégué de l'administration	Délégué du TJ
<b>CANET</b>	<b>CLERMONT L'HERAULT</b>	<u>Titulaire :</u> - JOUVE Monique  <u>Suppléant :</u> - SCOTTI Pierre	<u>Titulaire :</u> - DUHAUT Alain  <u>Suppléant :</u> - SAHUGUET Marie Paule	<u>Titulaire :</u> - BONNIAUD Fantine  <u>Suppléant :</u> - FAVIER Marie

Sous-Préfecture de Lodève  
120 allée de Verdun  
34700 LODÈVE

Modalités d'accueil du public : [www.herault.gouv.fr/](http://www.herault.gouv.fr/)  
@Prefet34

**ARTICLE 2 :** La composition de la présente commission est rendue publique par affichage sur les panneaux officiels d'informations municipales et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

**ARTICLE 3 :** Si l'un des membres de la commission de contrôle ne satisfait plus aux conditions prévues aux IV, V et VI de l'article L. 19, il est remplacé selon les modalités prévues au I du présent article.

**ARTICLE 4 :** Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la commune.

**ARTICLE 5 :** Le Sous-Préfet de Lodève, la présidente du tribunal judiciaire de Montpellier et le Maire de la commune de Canet chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault

Pour le préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE

Affaire suivie par : Sophie BERNARD  
Téléphone : 04 67 88 34 22  
Mél : sophie.bernard@herault.gouv.fr

Lodève, le 12 mars 2021

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 21-III-073

### Portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans la commune de Brissac

Le préfet de l'Hérault  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code électoral et notamment ses articles L.19 et R.7 à R.11 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-I-1695 du 30/12/2020, portant délégation de signature à Monsieur Jean-François MONIOTTE, sous-préfet de l'arrondissement de Lodève ;

**VU** les propositions du maire de Brissac ;

**VU** les désignations des représentants par le président du tribunal judiciaire de Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**SUR** proposition du Sous-Préfet de Lodève ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1 :** Sont désignés, pour trois ans, membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour la commune de Brissac les personnes dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous :

Commune	Canton	Conseiller municipal	Délégué de l'administration	Délégué du TJ
<b>BRISSAC</b>	<b>LODEVE</b>	<u>Titulaire :</u> - ROBILLART Colette  <u>Suppléant :</u> - PONGAN Delphine	<u>Titulaire :</u> - TRAVIN Claudine  <u>Suppléant :</u> - DESTOT Marcel	<u>Titulaire :</u> - FOPPOLO Rolland  <u>Suppléant :</u> - VAIRON Jacques

**ARTICLE 2 :** La composition de la présente commission est rendue publique par affichage sur les panneaux officiels d'informations municipales et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

**ARTICLE 3 :** Si l'un des membres de la commission de contrôle ne satisfait plus aux conditions prévues aux IV, V et VI de l'article L. 19, il est remplacé selon les modalités prévues au I du présent article.

**ARTICLE 4 :** Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la commune.

**ARTICLE 5 :** Le Sous-Préfet de Lodève, la présidente du tribunal judiciaire de Montpellier et le Maire de la commune de Brissac chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault

Pour le préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lodève,



Jean-François MONIOTTE

## DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

(Établie en deux exemplaires originaux)

Réf. SPA : ME0367-01  
Gestionnaire : SNCF RESEAU – DT OCCITANIE

### La Directrice Territoriale Occitanie

Vu le code des transports, notamment son article L. 2111-21 à L. 2111-26 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L. 2141-1 et L.2141-2,

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et notamment son article 25 portant dénomination de l'établissement « Réseau ferré de France » en « SNCF Réseau » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau modifié par le décret n°2015-140 du 10 février 2015, notamment ses articles 39, 49, 50 et 51-2,

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public SNCF Réseau ;

Vu l'Arrêté de Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Energie du 25 juin 2015 fixant le montant de la valeur des biens du domaine public ferroviaire appartenant à la SNCF, à SNCF Réseau ou gérés par SNCF Mobilités au-dessous duquel les décisions de déclassement sont autorisées par le préfet ;

Vu l'Arrêté de Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Energie du 25 juin 2015 fixant les obligations d'information de l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières (ARAFER) des projets de déclassement de la SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,

Vu le référentiel RRG 21035 portant l'organisation générale de SNCF Réseau,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de SNCF Réseau en date du 22 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs à son Président et fixant les conditions générales des délégations au sein de SNCF Réseau,

Vu la décision du 12 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs du Président de SNCF Réseau au Directeur Général Adjoint Clients et Services,

Vu la décision du 15 janvier 2019 portant délégation de pouvoir du Directeur Général Adjoint Clients et Services au Directeur Territorial Occitanie Emmanuèle SAURA,

Vu la réponse de la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée en date du 07/01/2021, n'ayant pas de remarques particulières à formuler sur ce projet de déclassement,

Vu l'arrêté du Préfet du Département de l'Hérault en date du 10/03/2021 autorisant le déclassement,

**Considérant** que le bien n'est plus affecté aux missions de SNCF Réseau,

## DECIDE

### ARTICLE 1

Le terrain non bâti sis à BEZIERS (34) tel qu'il apparait dans le tableau ci-dessous et sous teinte verte au plan joint à la présente décision, est déclassé du domaine public ferroviaire.

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface à déclasser (m <sup>2</sup> )
		Section	Numéro	
BEZIERS	AV DU PORT NOTRE DAME 34500 BEZIERS	LV	89	860
			TOTAL	860m <sup>2</sup>

### ARTICLE 2

Copie de la présente décision sera communiquée à M. le Préfet du Département de l'Hérault.

La présente décision de déclassement sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de l'Hérault ainsi qu'au Bulletin Officiel de SNCF Réseau (consultable sur son site internet <http://www.sncf-reseau.fr/>).

Fait à Toulouse, le 15.3.21

La Directrice Territoriale



Emmanuèle SAURA